
QUARANTE-SEPTIÈME LEÇON.

Appréciation sommaire des principales tentatives philosophiques entreprises jusqu'ici pour constituer la science sociale.

Le degré supérieur de complication, de spécialité, et en même temps d'intérêt, qui caractérise nécessairement les phénomènes sociaux, comparés à tous les autres phénomènes naturels, à ceux même de la vie individuelle, constitue, sans doute, d'après les principes généraux de hiérarchie scientifique établis dans l'ensemble de ce Traité, la cause la plus fondamentale de l'imperfection beaucoup plus prononcée que doit présenter leur étude, où l'esprit positif ne pouvait évidemment avoir aucun accès rationnel sans avoir préalablement commencé à dominer l'étude de tous les phénomènes plus simples; ce qui n'a été convenablement accompli que de nos jours, en vertu de l'importante révolution philosophique qui a donné naissance à la physiologie cérébrale, comme je l'ai expliqué à la fin du volume précédent. Mais, indé-

pendamment de ce motif principal, déjà suffisamment indiqué, et qui d'ailleurs deviendra bientôt le sujet d'une appréciation directe, je crois devoir commencer, dès ce moment, à signaler une considération nouvelle, éminemment propre à expliquer, d'une manière toute spéciale, pourquoi l'esprit humain n'a pu jusqu'à présent fonder la science sociale sur des bases vraiment positives. Cette considération consiste en ce que, par la nature d'une telle étude, notre intelligence ne pouvait réellement, avant l'époque actuelle, y statuer sur un ensemble de faits assez étendu pour diriger convenablement ses spéculations rationnelles à l'égard des lois fondamentales des phénomènes sociaux.

En expliquant sommairement, dès le début de cet ouvrage, l'invincible nécessité logique qui fait toujours exclusivement dépendre le premier essor spéculatif d'une doctrine quelconque de l'emploi spontané d'une méthode purement théologique, j'ai déjà suffisamment indiqué, même envers les plus simples phénomènes, l'impossibilité générale de former primitivement le système d'observations propre à servir de base immédiate à toute théorie positive (voyez la première leçon). Or, les phénomènes sociaux, outre leur participation évidente et plus prononcée à cette obligation com-

mune, présentent, sous un tel aspect, ce caractère éminemment spécial, que leur propre existence ne pouvait, dans l'origine, être assez développée pour comporter aucune observation vraiment scientifique, lors même que l'esprit humain eût été alors convenablement préparé. Dans tout autre sujet, par suite de l'immuable perpétuité des phénomènes, les observations rationnelles n'étaient d'abord impossibles qu'à cause de l'absence, longtemps inévitable, d'observateurs bien disposés. Mais, par une exception évidemment propre à la science sociale, et qui a dû spécialement contribuer à prolonger son enfance, il est clair que les phénomènes eux-mêmes y ont long-temps manqué de la plénitude et de la variété de développement indispensables à leur exploration scientifique, abstraction faite des conditions à remplir par les observateurs. Sans un lent et pénible essor spontané de l'état social dans une partie notable de l'espèce humaine, et jusqu'à ce que le cours naturel de l'évolution sociale y eût graduellement conduit à des modifications assez profondes et assez générales de la civilisation primitive, cette science devait nécessairement se trouver dépourvue de toute base expérimentale vraiment suffisante. Cette évidente considération nous servira plus tard à faire plus nettement ressortir l'indispensable office

de la philosophie théologique pour diriger les premiers progrès de l'esprit humain et de la société. Mais nous ne devons l'employer ici qu'à mieux caractériser les entraves inévitables qui ont dû ainsi retarder la formation d'une véritable science sociale.

Toute discussion directe et précise de la portée nécessaire de cet obstacle fondamental serait actuellement déplacée. Quand le moment sera venu d'effectuer, dans l'un des chapitres suivans, cette exacte détermination, je démontrerai, j'espère, avec une irrécusable évidence, que, par suite d'une telle obligation, judicieusement mesurée, la science sociale n'a commencé à devenir possible qu'en s'appuyant précisément sur l'analyse rationnelle de l'ensemble du développement accompli jusqu'à nos jours dans l'élite de l'espèce humaine, tout passé moins étendu devant être insuffisant. C'est ainsi que les conditions relatives à la succession même des phénomènes, coïncideront, d'une manière aussi rigoureuse que spontanée, avec celles déjà assez établies, par l'ensemble des trois volumes précédens, quant à la préparation de l'observateur d'après l'élaboration préalable des branches moins compliquées de la philosophie positive, pour assigner, sans aucune grave incertitude, le siècle actuel comme l'époque nécessaire de la for-

mation définitive de la science sociale, jusque alors essentiellement impossible.

Quoique ce ne soit point ici le lieu d'entreprendre convenablement cette importante démonstration, j'y crois devoir néanmoins indiquer une considération très propre à faire déjà pressentir une telle explication, en représentant le salutaire ébranlement général imprimé à notre intelligence par la révolution française, comme ayant été finalement indispensable pour permettre le développement de spéculations à la fois assez positives et assez étendues à l'égard des phénomènes sociaux. Jusque alors, en effet, les tendances fondamentales de l'humanité ne pouvaient être assez fortement caractérisées pour devenir, même chez les philosophes les plus éminens et les mieux disposés, le sujet d'une appréciation pleinement scientifique, propre à dissiper sans retour toute grave fluctuation. Tant que le système politique, qui, graduellement modifié, avait toujours présidé au développement antérieur de la société, n'était point encore ainsi attaqué directement dans son ensemble, de manière à manifester hautement l'impossibilité de perpétuer sa prépondérance, la notion fondamentale du progrès, première base nécessaire de toute véritable science sociale, ne pouvait aucunement acquérir la fermeté, la

netteté, et la généralité sans lesquelles sa destination scientifique ne saurait être convenablement remplie. En un mot, la direction essentielle du mouvement social n'était point jusque alors suffisamment déterminée, et par suite les spéculations sociales se trouvaient toujours radicalement entravées par les vagues et chimériques conceptions de mouvemens oscillatoires ou circulaires, qui, même aujourd'hui, entretiennent encore, chez tant d'esprits distingués mais mal préparés, une si déplorable hésitation relativement à la vraie nature de la progression humaine. Or, la science sociale pourrait-elle réellement exister, tant qu'on ignore en quoi consiste cette progression fondamentale? Le fait même du développement général, dont une telle science doit étudier les lois principales, peut alors être essentiellement contesté; puis, d'un semblable point de vue, l'humanité doit paraître indéfiniment condamnée à une arbitraire succession de phases toujours identiques, sans éprouver jamais aucune transformation vraiment nouvelle et définitive, graduellement dirigée vers un but exactement déterminé par l'ensemble de notre nature.

Toute idée de progrès social était nécessairement interdite aux philosophes de l'antiquité, faute d'observations politiques assez complètes

et assez étendues. Aucun d'eux, même parmi les plus éminens et les plus judicieux, n'a pu se soustraire à la tendance, alors aussi universelle que spontanée, à considérer directement l'état social contemporain comme radicalement inférieur à celui des temps antérieurs. Cette inévitable disposition était d'autant plus naturelle et légitime, que l'époque de ces travaux philosophiques coïncidait essentiellement, comme je l'expliquerai plus tard, avec celle de la décadence nécessaire du régime grec ou romain. Or, cette décadence qui, en considérant l'ensemble du passé social, constitue certainement un progrès véritable, en tant que préparation indispensable au régime plus avancé des temps postérieurs, ne pouvait être aucunement jugée de cette manière par les anciens, hors d'état de soupçonner une telle succession. J'ai déjà indiqué, dans la leçon précédente, la première ébauche générale de la notion, ou plutôt du sentiment, du progrès de l'humanité, comme ayant été d'abord nécessairement due au christianisme, qui, en proclamant directement la supériorité fondamentale de la loi de Jésus sur celle de Moïse, avait spontanément formulé cette idée, jusque alors inconnue, d'un état plus parfait remplaçant définitivement un état moins parfait, préalablement indispensable

jusqu'à une époque déterminée (1). Quoique le catholicisme n'ait fait, ainsi, sans doute, que servir d'organe général au développement naturel de la raison humaine, ce précieux office n'en constituera pas moins toujours, aux yeux impartiaux des vrais philosophes, un de ses plus beaux titres à notre impérissable reconnaissance. Mais, indépendamment des graves inconvéniens de mysticisme et de vague obscurité, qui sont inhérens à tout emploi quelconque de la méthode théologique, une telle ébauche était certainement insuffisante pour constituer aucun aperçu scientifique de la progression sociale. Car, cette progression se trouve ainsi nécessairement fermée par la formule même qui la proclame, puisqu'elle est alors irrévocablement bornée, de la manière la plus absolue, au seul avènement du christia-

(1) Il convient, ce me semble, de noter ici que cette grande notion appartient essentiellement au catholicisme, auquel le protestantisme ne l'a ensuite empruntée que d'une manière très imparfaite, et même radicalement vicieuse, non-seulement à cause de son recours vulgaire et irrationnel aux temps de la primitive église, mais aussi en vertu de sa tendance continuelle, plus aveugle encore et non moins prononcée, à proposer surtout pour guide aux peuples modernes la partie la plus arriérée et la plus dangereuse des Saintes-Écritures, c'est-à-dire celle qui concerne l'antiquité judaïque. On sait d'ailleurs que le mahométisme, en prolongeant, à sa manière, la même notion, n'a fait que tenter, à ce sujet, comme à tant d'autres, sans aucune amélioration réelle, une grossière imitation, évidemment dépourvue de toute véritable originalité.

nisme, au-delà duquel l'humanité ne saurait faire un pas. Or, l'efficacité sociale de toute philosophie théologique quelconque étant aujourd'hui, et pour jamais, essentiellement épuisée, il est évident que cette conception présente désormais, en réalité, un caractère éminemment rétrograde, comme je l'ai déjà établi, en confirmation d'une irrécusable expérience, qui ne cesse de s'accomplir sous nos yeux. D'un point de vue purement scientifique, on conçoit aisément que la condition de continuité constitue un élément indispensable de la notion définitive du progrès de l'humanité, notion qui resterait nécessairement impuissante à diriger l'ensemble rationnel des spéculations sociales, si elle représentait la progression comme limitée, par sa nature, un état déterminé, depuis long-temps atteint.

Par ces divers motifs, on peut, dès ce moment, sentir, en aperçu, que la véritable idée du progrès, soit partiel, soit total, appartient exclusivement, de toute nécessité, à la philosophie positive, qu'aucune autre ne saurait, à cet égard, suppléer. Cette philosophie pourra seule dévoiler la vraie nature de la progression sociale, c'est-à-dire, caractériser le terme final, jamais pleinement réalisable, vers lequel elle tend à diriger l'humanité, et en même temps faire connaître la

marche générale de ce développement graduel. Une telle attribution est déjà nettement vérifiée par l'origine toute moderne des seules idées de progrès continu qui aient aujourd'hui un caractère vraiment rationnel, et qui se rapportent surtout au développement effectif des sciences positives, d'où elles sont spontanément dérivées. On peut même remarquer que le premier aperçu satisfaisant de la progression générale appartient à un philosophe essentiellement dirigé par l'esprit géométrique, dont le développement, comme je l'ai si souvent expliqué, avait dû précéder celui de tout autre mode plus complexe de l'esprit scientifique. Mais, sans attacher à cette observation personnelle une importance exagérée, il demeure incontestable que le sentiment du progrès des sciences a pu seul inspirer à Pascal cet admirable aphorisme, à jamais fondamental : « Toute » la succession des hommes, pendant la longue » suite des siècles, doit être considérée comme un » seul homme, qui subsiste toujours, et qui ap- » prend continuellement. » Sur quelle autre base pouvait auparavant reposer un tel aperçu ? Quelle qu'ait dû être l'immédiate efficacité de ce premier trait de lumière, il faut néanmoins reconnaître que les idées de progrès nécessaire et continu n'ont commencé à acquérir une vraie consis-

tance philosophique, et à provoquer réellement un certain degré d'attention publique, que par suite de la mémorable controverse qui a ouvert, avec tant d'éclat, le siècle dernier, sur la comparaison générale entre les anciens et les modernes. Cette discussion solennelle, dont l'importance a été jusqu'ici peu sentie, constitue, à mes yeux, un véritable événement, d'ailleurs convenablement préparé, dans l'histoire universelle de la raison humaine, qui, pour la première fois, osait ainsi proclamer enfin directement son progrès fondamental. Or, il serait, sans doute, inutile de faire expressément remarquer que l'esprit scientifique animait surtout les principaux chefs de ce grand mouvement philosophique, et constituait seul toute la force réelle de leur argumentation générale, malgré la direction vicieuse qu'elle avait d'ailleurs à d'autres égards : on voit même que leurs plus illustres adversaires, par une contradiction bien décisive, faisaient hautement profession de préférer le cartésianisme à l'ancienne philosophie.

Quelque sommaires que doivent être de telles indications, elles suffisent sans doute pour caractériser, d'une manière irrécusable, l'origine évidente de notre notion fondamentale du progrès humain, qui, spontanément issue du développement graduel des diverses sciences positives, y

trouve encore aujourd'hui ses fondemens les plus inébranlables. De cette source nécessaire, cette grande notion a toujours tendu, dans le cours du siècle dernier, à s'étendre aussi de plus en plus au mouvement politique de la société. Toutefois, cette extension finale, comme je l'ai ci-dessus indiqué, ne pouvait acquérir aucune véritable importance propre, avant que l'énergique impulsion déterminée par la révolution française ne fût venue manifester hautement la tendance nécessaire de l'humanité vers un système politique, encore trop vaguement caractérisé, mais, avant tout, radicalement différent du système ancien. Néanmoins, quelque indispensable qu'ait dû être une telle condition préliminaire, elle est certainement bien loin de suffire, puisque, par sa nature, elle se borne essentiellement à donner une simple idée négative du progrès social. C'est uniquement à la philosophie positive, convenablement complétée par l'étude des phénomènes politiques, qu'il appartient d'achever ce qu'elle seule a réellement commencé, en représentant, dans l'ordre politique tout aussi bien que dans l'ordre scientifique, la suite intégrale des transformations antérieures de l'humanité comme l'évolution nécessaire et continue d'un développement inévitable et spontané, dont la direction

finale et la marche générale sont exactement déterminées par des lois pleinement naturelles. L'impulsion révolutionnaire, sans laquelle ce grand travail eût été certainement illusoire et même impossible, ne saurait, évidemment, en dispenser à aucun titre. Il est même évident, comme je l'ai expliqué au chapitre précédent, qu'une prépondérance trop prolongée de la métaphysique révolutionnaire tend désormais, de diverses manières, à entraver directement toute saine conception du progrès politique. Quoi qu'il en soit, on ne doit plus s'étonner maintenant si la notion générale de la progression sociale demeure encore essentiellement vague et obscure, et, par suite, radicalement incertaine. Les idées sont même assez peu avancées aujourd'hui sur ce sujet fondamental, pour qu'une confusion capitale, qui, à des yeux vraiment scientifiques, doit sembler extrêmement grossière, n'ait point encore cessé de dominer habituellement la plupart des esprits actuels : je veux parler de ce sophisme universel, que les moindres notions de philosophie mathématique devraient aussitôt résoudre, et qui consiste à prendre un accroissement continu pour un accroissement illimité; sophisme qui, à la honte de notre siècle, sert presque toujours de base aux stériles controverses que nous

voions journellement se reproduire sur la thèse générale du progrès social.

Si l'ensemble des diverses réflexions que je viens d'indiquer a pu d'abord paraître s'écarter réellement du sujet propre de la leçon actuelle, on doit maintenant sentir combien il s'y rapporte d'une manière directe et nécessaire. Ayant ainsi expliqué d'avance l'impossibilité fondamentale de constituer jusqu'à présent la véritable science du développement social, notre appréciation générale des tentatives quelconques, dès lors éminemment prématurées, dont cette grande fondation a pu être l'objet, se trouvera spontanément simplifiée et abrégée à un haut degré, de manière à n'exiger ici qu'une sommaire indication du principal caractère philosophique des travaux correspondans. Or, l'analyse précédente, quoique simplement ébauchée, suffit déjà pour montrer avec évidence, à ce sujet, que les conditions proprement politiques y ont, en général, exactement coïncidé avec les conditions purement scientifiques, de manière à retarder essentiellement jusqu'à nos jours, par leur concours spontané, la possibilité d'établir enfin la science sociale sur des bases vraiment positives. L'influence nécessaire de ce double obstacle est, par sa nature, tellement déterminée qu'elle s'étend, sans

effort, avec une précision remarquable, jusqu'à la génération actuelle, qui, seule élevée sous l'impulsion pleinement efficace de la crise révolutionnaire, peut trouver enfin, pour la première fois, dans l'ensemble du passé social, une base suffisante d'exploration rationnelle, et qui, en même temps, peut être convenablement préparée à soumettre directement à la méthode positive l'étude générale des phénomènes sociaux, en vertu de l'introduction préalable de l'esprit positif dans toutes les autres branches fondamentales de la philosophie naturelle, y compris l'étude des phénomènes intellectuels et moraux, dont la positivité naissante ne date que du commencement de ce siècle. Comme l'accomplissement de ces deux grandes conditions était évidemment indispensable, il serait certainement inutile et même inopportun d'entreprendre ici aucune critique spéciale de tentatives philosophiques dont le succès devait être si nécessairement impossible. Y aurait-il lieu à démontrer expressément l'inanité radicale des efforts intellectuels destinés à constituer directement la science sociale, avant qu'elle pût reposer sur une base expérimentale suffisamment étendue, et sans que notre intelligence pût être aussi assez rationnellement préparée? Les développemens secondaires que pourrait seul

utilement comporter un sujet aussi évident, seraient certainement incompatibles avec la destination principale de cet ouvrage. Je dois donc, à cet égard, me borner à caractériser ici, par un rapide aperçu, le vice essentiel propre à chacune de ces diverses opérations philosophiques, ce qui, en vérifiant spécialement le jugement général que nous venons d'en porter d'avance, servira d'ailleurs à mieux manifester ensuite la vraie nature d'une entreprise encore essentiellement intacte.

Quoique, d'après les explications précédentes, il ne s'agisse nullement d'esquisser ici, même à grands traits, l'histoire générale des travaux successifs de l'esprit humain relativement à la science sociale, je ne crois pas néanmoins devoir m'abstenir d'y mentionner d'abord le nom du grand Aristote, dont la mémorable *Politique* constitue, sans doute, l'une des plus éminentes productions de l'antiquité, et du reste, a fourni jusqu'ici le type général de la plupart des travaux ultérieurs sur le même sujet. Les motifs fondamentaux ci-dessus exposés sont, par leur nature, éminemment applicables à un ouvrage où ne pouvait encore pénétrer aucun sentiment des tendances progressives de l'humanité, ni le moindre aperçu des lois naturelles de la civilisation, et qui devait être essentiellement dominé par les discussions

métaphysiques sur le principe et la forme du gouvernement : il serait, certes, bien superflu d'insister, d'une manière quelconque, à l'égard d'un cas aussi évident. Mais, à une époque où l'esprit positif, naissant à peine, n'avait encore commencé à se manifester faiblement que dans la seule géométrie, et lorsque, en même temps, les observations politiques étaient nécessairement restreintes à un état social presque uniforme et purement préliminaire, envisagé même dans une population très circonscrite, il est vraiment prodigieux que l'intelligence humaine ait pu produire, en un tel sujet, un traité aussi avancé, et dont l'esprit général s'éloigne peut-être moins d'une vraie positivité qu'en aucun autre travail de ce père immortel de la philosophie. Qu'on relise, par exemple (et, même aujourd'hui, les meilleurs esprits peuvent encore le faire avec fruit), la judicieuse analyse par laquelle Aristote a si victorieusement réfuté les dangereuses rêveries de Platon et de ses imitateurs sur la communauté des biens; et l'on y reconnaîtra aisément des témoignages, aussi nombreux qu'irrécusables, d'une rectitude, d'une sagacité, et d'une force qui, en de semblables matières, n'ont jamais été surpassées jusqu'ici, et furent même rarement égalées. Toutefois, il ne faut pas oublier que cette intéressante

appréciation serait, par sa nature, essentiellement étrangère à la principale destination de cet ouvrage. Il est trop évident, d'après nos explications antérieures, que la véritable science sociale ne pouvait être que d'institution moderne, et même d'origine toute récente, pour qu'il convienne ici de s'arrêter davantage aux travaux quelconques de l'antiquité, ne fût-ce qu'afin d'y rendre un respectueux hommage au premier essor du génie humain dans ce grand sujet, et malgré l'influence évidente que cette mémorable élaboration primitive a profondément exercée sur l'ensemble ultérieur des méditations philosophiques.

En vertu du double motif général établi ci-dessus, il serait entièrement superflu de faire aucune mention spéciale de ces divers travaux successifs, d'ailleurs toujours uniformément conduits sur le type d'Aristote, simplement développé par l'accumulation spontanée de nouveaux matériaux classés à peu près selon les mêmes principes. Ces tentatives philosophiques ne peuvent commencer à nous occuper ici qu'à partir de l'époque où, d'une part, la prépondérance définitive de l'esprit positif dans l'étude rationnelle des phénomènes les moins compliqués a pu permettre de comprendre réellement en quoi consistent, en général, les lois naturelles, et où, d'une autre part,

la vraie notion fondamentale de la progression humaine, soit partielle, soit totale, a pris enfin graduellement quelque consistance réelle : or, le concours de ces deux indications, convenablement appréciées, ne permet guère de remonter plus loin que vers le milieu du siècle dernier. La première et la plus importante série de travaux qui se présente comme directement destinée à constituer enfin la science sociale, est alors celle du grand Montesquieu, d'abord dans son *Traité sur la politique romaine*, et surtout ensuite dans son *Esprit des Loix*.

Ce qui caractérise, à mes yeux, la principale force de ce mémorable ouvrage, de manière à témoigner irrécusablement de l'éminente supériorité de son illustre auteur sur tous les philosophes contemporains, c'est la tendance prépondérante qui s'y fait partout sentir à concevoir désormais les phénomènes politiques comme aussi nécessairement assujétis à d'invariables lois naturelles que tous les autres phénomènes quelconques : disposition si nettement prononcée, dès le début, par cet admirable chapitre préliminaire où, pour la première fois depuis l'essor primitif de la raison humaine, l'idée générale de loi se trouve enfin directement définie, envers tous les sujets possibles, même politiques, suivant l'uniforme accep-

tion fondamentale que notre intelligence s'était déjà habituée à lui attribuer dans les plus simples recherches positives. Quelle que soit l'importance de cette innovation capitale, son origine philosophique ne saurait être méconnue, puisqu'elle résulte évidemment de l'entière généralisation finale d'une notion incomplète que le progrès continu des sciences avait dû graduellement rendre très familière à tous les esprits avancés, par une suite spontanée de l'impulsion décisive qu'avait produite, un siècle auparavant, la grande combinaison des travaux de Descartes, de Galilée, et de Képler, et que les travaux de Newton venaient de corroborer si heureusement. Mais cette incontestable filiation ne doit altérer, en aucune manière, l'originalité caractéristique de la conception de Montesquieu; car, tous les bons esprits savent assez aujourd'hui que c'est surtout en de pareilles extensions fondamentales que consistent réellement les progrès principaux de notre intelligence. On doit bien plutôt s'étonner qu'un pas semblable ait pu être conçu, en un temps où la méthode positive n'embrassait encore que les plus simples phénomènes naturels, sans avoir convenablement pénétré dans l'étude générale des corps vivans, et sans être même, à vrai dire, devenue suffisamment prépondérante envers les phénomènes purement chimiques. Cette

admiration nécessaire ne pourra que s'accroître en ayant aussi égard au second aspect élémentaire ci-dessus signalé, et considérant que la notion fondamentale de la progression humaine, première base indispensable de toute véritable loi sociologique, ne pouvait avoir, pour Montesquieu, ni la netteté, ni la consistance, ni surtout la généralité complète qu'a pu lui faire acquérir ensuite le grand ébranlement politique sous l'impulsion duquel nous pensons aujourd'hui. A une époque où les plus éminens esprits, essentiellement préoccupés de vaines utopies métaphysiques, croyaient encore à la puissance absolue et indéfinie des législateurs, armés d'une autorité suffisante, pour modifier à volonté l'état social, combien ne fallait-il pas être en avant de son siècle pour oser concevoir, d'après une aussi imparfaite préparation, les divers phénomènes politiques comme toujours réglés, au contraire, par des lois pleinement naturelles, dont l'exacte connaissance devrait nécessairement servir de base rationnelle à toute sage spéculation sociale, finalement propre à guider utilement les combinaisons pratiques des hommes d'état!

Malheureusement, les mêmes causes générales qui établissent, avec tant d'évidence, cette irrécusable prééminence philosophique de Montes-

quieu sur tous ses contemporains, font également sentir, d'une manière non moins prononcée, l'inévitable impossibilité de tout succès réel dans une entreprise aussi hautement prématurée, quant à son but principal, dont les conditions préliminaires les plus essentielles, soit scientifiques, soit politiques, étaient alors si loin d'un accomplissement suffisant. Il n'est que trop manifeste, en effet, que le projet fondamental de Montesquieu n'a été nullement réalisé dans l'ensemble de l'exécution de son travail, qui, malgré l'éminent mérite de certains détails, ne s'écarte pas essentiellement de la nature commune des divers travaux antérieurs, et ne tarde point, à vrai dire, à revenir, comme ceux-ci, au type primitif du *Traité d'Aristote*, dont il n'a pu d'ailleurs aucunement égaler, eu égard au temps, la rationnelle composition. Après avoir reconnu, en principe général, la subordination nécessaire des phénomènes sociaux à d'invariables lois naturelles, on ne voit plus, dans le cours de l'ouvrage, que les faits politiques y soient, en réalité, nullement rapportés au moindre aperçu de ces lois fondamentales : et même la stérile accumulation de ces faits, indifféremment empruntés, souvent sans aucune critique vraiment philosophique, aux états de civilisation les plus opposés, paraît directement repousser toute idée d'un véritable enchaînement

scientifique, pour ne laisser ordinairement subsister qu'une liaison purement illusoire, fondée sur d'arbitraires rapprochemens métaphysiques. La nature générale des conclusions pratiques de Montesquieu vérifie clairement, ce me semble, combien l'exécution de son travail a été loin de correspondre à sa grande intention primitive. Car, cette pénible élaboration irrationnelle de l'ensemble total des sujets sociaux, n'aboutit finalement qu'à proclamer, comme type politique universel, le régime parlementaire des Anglais, dont l'insuffisance nécessaire, pour satisfaire aux besoins politiques fondamentaux des sociétés modernes, était, sans doute, beaucoup moins sensible alors qu'elle n'a dû le devenir aujourd'hui, mais sans être, au fond, guère moins réelle, puisque la situation générale n'a fait depuis que mieux manifester son principal caractère, déjà essentiellement établi à cette époque, comme j'ai lieu de le démontrer plus tard. A la vérité, l'insignifiance même d'une telle issue honore, sous certains rapports, le caractère philosophique de Montesquieu, qui, entouré d'un vain débordement d'utopies métaphysiques, a su renoncer avec fermeté à l'ascendant vulgaire qu'il eût si aisément obtenu, pour restreindre scrupuleusement ses conclusions pratiques dans les limites très étroites imposées par son insuffisante

théorie. Mais, la nécessité logique d'une semblable restriction, si évidemment inférieure aux besoins réels de la société, fournit, sans doute, indirectement une irrécusable confirmation générale de la direction vicieuse et illusoire qui a présidé à l'exécution réelle de cette grande opération philosophique, ainsi radicalement dépourvue de sa principale efficacité politique.

La seule portion considérable d'un tel travail qui paraisse présenter une certaine positivité effective, est celle où Montesquieu s'efforce d'apprécier exactement l'influence sociale des diverses causes locales continues, dont l'ensemble peut être désigné, en politique, sous le nom de climat. Dans cette entreprise scientifique, évidemment inspirée d'ailleurs par le beau *Traité d'Hippocrate*, on reconnaît directement, en effet, une tendance constante à rattacher soigneusement, à l'imitation de la philosophie naturelle, les divers phénomènes observés à des forces réelles capables de les produire : mais il est très sensible aussi que ce but général a été essentiellement manqué. Sans rappeler aucunement ici une facile critique, déjà tant reproduite, et souvent avec bien peu de justice, par un grand nombre de philosophes postérieurs, on ne peut contester que Montesquieu n'ait, pour l'ordinaire, gravement méconnu la

véritable influence politique des climats, qu'il a presque toujours extrêmement exagérée. Ce que je dois surtout faire remarquer à ce sujet, c'est la principale cause philosophique d'un tel ordre d'aberrations, nécessairement provenues d'une vaine tendance irrationnelle à analyser spécialement une pure modification avant que l'action fondamentale ait pu être convenablement appréciée (1). Sans avoir aucunement établi en quoi consiste la progression sociale, ni quelles en sont les lois essentielles, il est évidemment impossible de se former la moindre idée juste des perturbations plus ou moins secondaires qui peuvent résulter du climat, ou de toute autre influence accessoire, même plus puissante, comme celle des diverses races humaines, ainsi que je l'expliquerai directement plus tard, quand je traiterai de la méthode en physique sociale. Nous reconnaitrons alors que ces diverses perturbations quelconques ne peuvent affecter que la vitesse de la progression, dont aucun terme important ne saurait être ni supprimé, ni déplacé. Ainsi, quelque intérêt que puisse offrir leur analyse spéciale, elle

(1) C'est la même erreur logique que si, en astronomie, on prétendait déterminer les perturbations sans avoir d'abord apprécié les gravitations principales, comme je l'ai indiqué, en 1822, à la fin de mon *Système de politique positive*.

ne peut comporter aucun succès rationnel, tant que les lois fondamentales du développement social ne sont point préalablement dévoilées. On s'explique aisément l'illusion très naturelle d'après laquelle Montesquieu, qui ne pouvait aucunement concevoir ces lois, et qui pourtant voulait, presque à tout prix, faire pénétrer enfin l'esprit positif dans le domaine des idées politiques, a été ainsi conduit à s'occuper avec prédilection du seul ordre régulier de spéculations sociales qui pût lui sembler propre à l'accomplissement spontané d'une telle condition philosophique. Mais cette aberration, alors fort excusable, si même elle pouvait être réellement évitée, n'en présente pas moins sous un nouveau jour l'immense et irréparable lacune relative à l'opération fondamentale, dont la vicieuse exécution n'a pu fournir aucun guide convenable dans l'examen des questions secondaires. On n'a pu même apercevoir nullement ainsi cette remarque générale, qui ressort cependant, avec tant d'évidence, de l'ensemble des observations, et qui doit dominer toute la théorie politique des climats, savoir : que les causes physiques locales, très puissantes à l'origine de la civilisation, perdent successivement de leur empire à mesure que le cours naturel du développement humain permet davan-

tage de neutraliser leur action. Une telle relation se serait, sans doute, spontanément présentée à Montesquieu, si, conformément à la nature du sujet, il avait pu procéder à la théorie politique du climat après avoir d'abord fixé l'indispensable notion fondamentale de la progression générale de l'humanité.

En résumé, ce grand philosophe a conçu, le premier, une entreprise capitale doublement prématurée, dans laquelle il devait radicalement échouer, soit en s'efforçant de soumettre à l'esprit positif l'étude générale des phénomènes sociaux avant qu'il eût même convenablement pénétré dans le système entier des connaissances biologiques, soit, sous le point de vue purement politique, en se proposant essentiellement de préparer la réorganisation sociale en un temps uniquement destiné à l'action révolutionnaire proprement dite. C'est là surtout ce qui explique pourquoi une aussi éminemment intelligence, par suite même d'un avancement trop prononcé, a néanmoins exercé sur son siècle une action immédiate bien inférieure à celle d'un simple sophiste, tel que Rousseau, dont l'état intellectuel, beaucoup plus conforme à la disposition générale de ses contemporains, lui a permis de se constituer spontanément, avec tant de succès, l'organe

naturel du mouvement purement révolutionnaire qui devait caractériser cette époque. Montesquieu ne pourra être pleinement apprécié que par notre postérité, où l'extension, finalement réalisée, de la philosophie positive à l'ensemble des spéculations sociales, fera profondément sentir la haute valeur de ces tentatives précoces qui, tout en manquant nécessairement un but encore trop éloigné, contribuent néanmoins, par de lumineuses et indispensables indications préliminaires, à poser convenablement la question générale qui devra être ultérieurement résolue.

Depuis Montesquieu, le seul pas important qu'ait fait jusqu'ici la conception fondamentale de la *sociologie* (1), est dû à l'illustre et malheureux Condorcet, dans son mémorable ouvrage sur *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, au sujet duquel une juste ap-

(1) Je crois devoir hasarder, dès à présent, ce terme nouveau, exactement équivalent à mon expression, déjà introduite, de *physique sociale*, afin de pouvoir désigner par un nom unique cette partie complémentaire de la philosophie naturelle qui se rapporte à l'étude positive de l'ensemble des lois fondamentales propres aux phénomènes sociaux. La nécessité d'une telle dénomination, pour correspondre à la destination spéciale de ce volume, fera, j'espère, excuser ici ce dernier exercice d'un droit légitime, dont je crois avoir toujours usé avec toute la circonspection convenable, et sans cesser d'éprouver une profonde répugnance pour toute habitude de néologisme systématique.

préciation exige toutefois qu'on n'oublie point la haute participation préalable de son célèbre ami, le sage Turgot, dont les précieux aperçus primitifs sur la théorie générale de la perfectibilité humaine avaient sans doute utilement préparé la pensée de Condorcet. Ici, quoique, finalement, la grande opération philosophique, évidemment projetée par Montesquieu, ait encore, au fond, également avorté, et peut-être même d'une manière plus prononcée, il demeure néanmoins incontestable que, pour la première fois, la notion scientifique, vraiment primordiale, de la progression sociale de l'humanité, a été enfin nettement et directement introduite, avec toute la prépondérance universelle qu'elle doit exercer dans l'ensemble d'une telle science, ce qui, certainement, n'avait pas lieu chez Montesquieu. Sous ce point de vue, la principale force de l'ouvrage réside dans cette belle introduction où Condorcet expose immédiatement sa pensée générale, et caractérise son projet philosophique d'étudier l'enchaînement fondamental des divers états sociaux. Ce petit nombre de pages immortelles ne laisse vraiment à désirer, surtout pour l'époque, rien d'essentiel, en ce qui concerne la position totale de la question sociologique, qui, dans un avenir quelconque, reposera toujours, à mon gré, sur

cet admirable énoncé, à jamais acquis à la science. Malheureusement, l'exécution de ce dessein capital est loin de correspondre, en aucune manière, à la grandeur d'un tel projet, qui, malgré cette infructueuse tentative, reste encore entièrement intact, comme il serait aujourd'hui superflu de le démontrer expressément ici. D'après les principes que j'ai établis, une judicieuse appréciation philosophique de la situation générale de l'esprit humain à cette époque peut, ce me semble, aisément expliquer à la fois et le succès de la conception et l'avortement de l'exécution, abstraction faite d'ailleurs de l'influence secondaire qu'a dû exercer, à l'un ou à l'autre titre, la nature spéciale de l'intelligence qui a servi d'organe à cette opération.

Il suffit, à cet effet, d'estimer, par aperçu, le progrès essentiel qu'avait dû faire, de Montesquieu à Condorcet, l'accomplissement graduel des deux grandes conditions, l'une scientifique, l'autre politique, dont j'ai ci-dessus établi la nécessité dans une telle élaboration. Sous le premier aspect, il faut surtout remarquer que l'admirable essor des sciences naturelles, et principalement de la chimie, pendant la seconde moitié du siècle dernier, avait dû tendre spontanément à dévelop-

cés, la notion fondamentale des lois positives, ainsi devenue à la fois plus étendue et plus profonde, et par suite de plus en plus prépondérante. On doit même spécialement noter, à ce sujet, que cette époque est aussi celle où l'étude générale des corps vivans a commencé à prendre enfin une certaine consistance et un vrai caractère scientifique, au moins dans l'ordre anatomique et dans l'ordre taxonomique, si ce n'est encore dans l'ordre purement physiologique. Est-il étonnant dès lors qu'un esprit tel que celui de Condorcet, rationnellement préparé, sous la direction du grand d'Alembert, par de fortes méditations mathématiques, qui, par une position sociale éminemment philosophique, avait dû profondément ressentir l'impulsion des immenses progrès contemporains des sciences physico-chimiques, et qui, en outre, avait pu subir pleinement l'heureuse influence des mémorables travaux de Haller, de Jussieu, de Linné, de Buffon et de Vicq-d'Azir, sur les principales parties de la philosophie biologique, ait enfin distinctement conçu le projet fondamental de transporter directement aussi, dans l'étude spéculative des phénomènes sociaux, cette même méthode positive qui, depuis Descartes, n'avait jamais cessé de régénérer ainsi de plus en plus le système entier des connaissances

humaines? Avec un ensemble d'antécédens aussi favorables, le génie plus éminent de Montesquieu eût réalisé, sans doute, de tout autres résultats, dans une pareille situation. Il faut cependant reconnaître, même d'après les explications que je viens d'indiquer, que la constitution générale de la science sociale sur des bases vraiment positives était encore, pour Condorcet lui-même, essentiellement prématurée, quoiqu'elle dût l'être beaucoup moins, sans doute, que pour Montesquieu. Car, il restait ainsi à traverser, en outre, une dernière station intermédiaire, dont la nécessité ne pouvait être éludée, en établissant le système rationnel, alors à peine ébauché, de la saine philosophie biologique, et surtout en complétant cette philosophie par l'extension directe de la méthode positive à l'étude des phénomènes intellectuels et moraux, indispensable révolution préliminaire, dont l'infortuné Condorcet n'a pu être témoin. Une telle lacune spéculative se fait par-tout sentir, de la manière la plus déplorable, dans l'ouvrage de Condorcet, et principalement au sujet de ces vagues et irrationnelles conceptions de perfectibilité indéfinie, où son imagination, dépourvue de tout guide et de tout frein scientifiques, empruntés aux véritables lois fondamentales de la nature humaine, s'égarait à la vaine contemplation

des espérances les plus chimériques et même les plus absurdes. De semblables aberrations, chez d'aussi grands esprits, sont bien propres à nous faire sentir combien il est radicalement impossible à notre faible intelligence de franchir avec succès aucun des nombreux intermédiaires que nous impose graduellement la marche générale de l'esprit humain.

Sous le point de vue politique, il est également évident que la notion fondamentale du progrès social a dû devenir à la fois beaucoup plus nette et plus ferme, et finalement bien plus prépondérante pour Condorcet, qu'elle n'avait pu l'être pour Montesquieu. Car, même indépendamment de l'explosion caractéristique de 1789, on ne pouvait plus douter, au temps de Condorcet, de la tendance finale de l'espèce humaine à quitter irrévocablement l'ancien système social, quoique la nature générale du système nouveau ne pût être encore que très vaguement soupçonnée, et fût même presque toujours essentiellement méconnue. Ayant déjà suffisamment indiqué l'inévitable nécessité de cette condition capitale, et l'indispensable influence de son accomplissement graduel, je n'ai pas besoin d'y revenir spécialement ici. Mais, afin de compléter cette importante explication, je dois profiter de la précieuse

occasion que me fournit, d'une manière à la fois si spontanée et si prononcée, le mémorable exemple de Condorcet, pour faire comprendre par quelle fatale réaction cette influence de l'esprit révolutionnaire, après avoir donné à l'idée de progression sociale une puissante impulsion primitive, qui ne pouvait alors être autrement produite, vient ensuite entraver radicalement, et d'une manière non moins nécessaire, son premier développement scientifique. Cette funeste propriété résulte spontanément des préjugés critiques que doit universellement établir la prépondérance absolue de la philosophie révolutionnaire, et qui s'opposent directement à toute saine appréciation du passé politique, et, par conséquent, à toute conception vraiment rationnelle de la progression continue et graduelle de l'humanité. Rien n'est, malheureusement, plus sensible, dans l'ouvrage de Condorcet, dont la lecture attentive fait, à chaque instant, ressortir cette contradiction fondamentale, aussi directe qu'étrange, de l'immense perfectionnement où l'espèce humaine y est représentée comme parvenue à la fin du dix-huitième siècle, comparé à l'influence éminemment rétrograde que l'auteur attribue, presque constamment, dans l'ensemble du passé, à toutes les doctrines, à toutes les institutions, à tous les

pouvoirs effectivement prépondérans : quoique, du point de vue scientifique, le progrès total finalement accompli ne puisse être, sans doute, que le résultat général de l'accumulation spontanée des divers progrès partiels successivement réalisés depuis l'origine de la civilisation, en vertu de la marche nécessairement lente et graduelle de la nature humaine. Ainsi conçue, l'étude du passé ne présente plus, à vrai dire, qu'une sorte de miracle perpétuel, où l'on s'est même interdit d'abord la ressource vulgaire de la Providence. Pourrait-on, dès-lors, s'étonner que, malgré le mérite éminent et trop peu senti de plusieurs aperçus incidens, Condorcet n'ait réellement dévoilé aucune des lois véritables du développement humain, qu'il n'ait nullement soupçonné la nature essentiellement transitoire de la politique révolutionnaire, et que, finalement, il ait tout-à-fait manqué la conception générale de l'avenir social? Une expérience philosophique aussi tristement décisive doit faire profondément sentir combien toute prépondérance de l'esprit révolutionnaire est désormais incompatible avec l'étude vraiment rationnelle des lois positives de la progression sociale. Il faut, sans doute, soigneusement éviter, soit envers le passé, soit à l'égard du présent, que le sentiment scientifique de la subordi-